

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT

N° : 06/CSE/2013

Séance publique

Le Mardi 22 Octobre 2013 à 15 heures, il sera procédé, en séance publique, dans la salle de réunion du Conseil Supérieur de l'Enseignement sis au Complexe Administratif de la Fondation Mohamed VI de Promotion des Œuvres Sociales de l'Education Bâtiment « A2 », Avenue Allal El Fassi-Madinat Al Irfane, BP : 6535 Rabat, à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres sur offres de prix concernant l'achat de matériel et logiciel informatique pour le compte du Conseil Supérieur de l'Enseignement en deux lots.

- Lot n° 1 : Acquisition de matériel informatique.
- Lot n° 2 : Acquisition d'une plateforme décisionnelle « licences » et Assistance.

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré gratuitement à la Direction des Affaires Administratives et Financières à l'adresse précitée, il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés de l'Etat : www.marchespublics.gov.ma et à partir de l'adresse électronique suivante : www.cse.ma.

Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de :

Lot N° 1 : 15 000.00 Dhs (Quinze mille Dhs) ;

Lot N° 2 : 7 000.00 Dhs (Sept mille Dhs) ;

Le contenu ainsi que la présentation des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 26 et 28 du décret n° 2.06.388 précité.

Les concurrents peuvent :

- Soit déposer contre récépissé leurs plis à la Direction des Affaires Administratives et Financières du Conseil Supérieur de l'Enseignement à l'adresse précitée;
- Soit les envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception à l'adresse précitée;
- Soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 23 du décret n° 2-06.388 précité, à savoir :

1) Dossier administratif comprenant :

- a) la déclaration sur l'honneur ;
- b) la ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent ;
- c) l'attestation ou copie certifiée conforme délivrée depuis moins d'un an par l'administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ;
- d) l'attestation ou copie certifiée conforme délivrée depuis moins d'un an par la CNSS certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme ;
- e) Le récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et

solidaire en tenant lieu, le cas échéant ;

f) le certificat d'immatriculation au registre du commerce.

N.B. Les concurrents non installés au Maroc doivent fournir l'équivalent des pièces visées aux paragraphes c, d et e ci-dessus, et à défaut, une déclaration faite devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié lorsque de tels documents ne sont pas délivrés par leur pays d'origine.

2) Dossier technique comprenant :

Conformément à l'article 23 paragraphe B du décret n° 2.06.388 précité, les concurrents doivent fournir :

1. une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations qu'il a exécutées ou à l'exécution desquelles il a participé ;
2. les références techniques appuyées par des attestations de bonne fin d'exécution pour des prestations similaires réalisées durant les cinq dernières années, certifiées conforme à l'original, délivrées par les hommes de l'art sous la direction desquels lesdites prestations ont été exécutées ou par les bénéficiaires publics ou privés desdites prestations. Chaque attestation précise notamment la nature des prestations, le montant, les délais et les dates de réalisation, l'appréciation, le nom et la qualité du signataire ;
3. la documentation technique des articles proposés qui doit comprendre impérativement les notices, catalogues, prospectus, descriptifs ou tous autres documents techniques rédigés ou traduits en français et précisant obligatoirement, toutes les caractéristiques et spécifications techniques exigées dans le CPS.

Et d'autres documents exigés par le règlement de la consultation.

3) Dossier additif, comprenant les pièces complémentaires exigées par le dossier d'appel d'offres.

- Le CPS dûment paraphé et la dernière page sera signée et portera le cachet du soumissionnaire avec la mention manuscrite « lu et accepté »
- Le règlement de la consultation dûment paraphé et la dernière page sera signée et portera le cachet du soumissionnaire avec la mention manuscrite « lu et accepté »

3) Offre financière comprenant:

- L'acte d'engagement à établir conformément au modèle annexé au présent règlement de la consultation.
- Le bordereau des prix formant détail estimatif à signer et parapher.